livreshebdo.fr

Librairies : un premier bilan des violences urbaines des 17 et 18 octobre - Livres Hebdo

Par Lucie Carton

7–9 minutes

Quelques jours après les violences urbaines en marge des manifestations des 17 et 18 octobre, les librairies dressent un premier bilan des dégradations et des pertes d'activité. Les recensements font état de dommages matériels, de conséquences économiques et d'équipes éprouvées.

24 librairies touchées en France

Contacté par *Livres Hebdo*, le Syndicat de la librairie française (SLF) a lancé il y a deux jours un court questionnaire en ligne sur son site pour recenser sur le territoire national l'ensemble des librairies victimes de dégradations suite aux violences du 17 octobre. Ceci dans le but de rassembler le maximum de données pour faciliter les échanges avec les pouvoirs publics et faciliter les échanges avec les fournisseurs (diffuseurs/ distributeurs).

Le syndicat fait état de 24 librairies touchées parmi les 160 établissements ayant répondu à son recensement national. Les commerces concernés sont principalement situés dans de grandes villes, notamment Nantes, Rennes, Montpellier, Paris,

Caen, Grenoble, Nancy, Saint-Étienne, Le Havre, Nice, Lille, Metz, Marseille et Toulouse.

Lire aussi : Manifestations du 17 octobre : des librairies attaquées et pillées dans plusieurs villes

Selon le SLF, la plupart des librairies affectées ont été contraintes de fermer plusieurs heures le samedi 17 octobre, voire davantage. Ces fermetures ont entraîné des pertes de chiffre d'affaires pouvant atteindre 100 % pour les établissements restés portes closes toute la journée. Certaines librairies ont également subi des dégradations matérielles, principalement des vitrines brisées.

À Paris, des dégâts matériels et un fort impact psychologique

Dans la capitale, l'association Paris Librairies a mené son propre recensement auprès de ses adhérents dans huit arrondissements : les I^{er}, II^{e}, III^{e}, IV^{e}, IX^{e}, X^{e}, XI^{e} et XII^{e}. Sur les 67 librairies contactées, 31 ont transmis un retour détaillé. Parmi elles, cinq signalent des dégradations ou des vols, huit font état de répercussions sur leur activité ou sur le moral de leurs équipes, tandis que 18 n'ont constaté aucun incident particulier.

Parmi les dommages matériels les plus importants, la librairie La Belle Lurette a été citée, dans le IV^{e} arrondissement. Dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 octobre, l'établissement a été vandalisé : sa porte a été endommagée, une vitre brisée et plusieurs objets dérobés, dont des mangas, des sacs, un ordinateur et un scanner. Le montant du préjudice reste à évaluer. Le 23 octobre, La Belle Lurette a annoncé sa

réouverture sur son compte Instagram. Trois autres librairies ont découvert des tags sur leur devanture : Comme Un Roman (III^{e}), La Mouette Rieuse (IV^{e}) et Vous dire encore (XI^{e}).

Les fermetures anticipées ont également pesé sur les comptes. Comme Un Roman, contrainte de fermer dès 14h30 le samedi, estime son manque à gagner à environ 5 500 euros. Dans le XI^{e} arrondissement, la librairie Publico a quant à elle baissé son rideau métallique vers 18h15 face aux menaces de pillage.

Des conséquences qui dépassent les dégâts visibles

Même épargnées matériellement, plusieurs librairies parisiennes ont subi les conséquences des violences. Fermetures anticipées, absence de clientèle, anxiété et crainte de nouvelles attaques fragilisent les équipes, dans un contexte économique déjà difficile. À L'Acacia (III^{e}), les événements ont fait naître un « *sentiment d'abandon et d'isolement total* ».

Située à l'épicentre des violences, la librairie Un Livre une tasse de thé (X^{e}) est restée ouverte les deux jours. Son équipe a accueilli des manifestants, mis de très jeunes personnes à l'abri et prodigué des premiers soins. Si l'établissement n'a subi aucun dégât matériel, ses responsables se disent bouleversés et inquiets pour leur activité : « *Nous sommes très inquiètes des répercussions financières dans un contexte déjà difficile et craignons pour les prochaines semaines*. »

Malgré les inquiétudes, des élans de solidarité se manifestent entre professionnels. Plusieurs librairies ont exprimé leur soutien aux confrères touchés et leur disponibilité pour participer à d'éventuelles initiatives d'aide.

Le gouvernement annonce des mesures de soutien

Le 20 octobre, le gouvernement a dévoilé un dispositif destiné à soutenir les commerces touchés par les violences et à faciliter leur reprise d'activité. Les entreprises sinistrées pourront notamment bénéficier d'un dispositif exceptionnel d'activité partielle intégralement pris en charge par l'État, de délais de paiement pour leurs cotisations sociales et fiscales, ainsi que d'un traitement accéléré de leurs remboursements fiscaux.

Pour financer les réparations, Bpifrance doit proposer un prêt à taux zéro pouvant atteindre 50 000 euros sur trois ans. Un fonds spécifique est également prévu pour les petites entreprises de moins de 50 salariés ayant subi des dommages importants et une perte d'activité. Les chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) ont par ailleurs activé leur fonds de solidarité, qui prévoit une aide d'urgence pouvant atteindre 1 500 euros.

Les assureurs se sont engagés à accélérer le traitement des dossiers, avec un délai de déclaration des sinistres porté à 30 jours et le versement d'acomptes immédiats. Les chambres de commerce et d'industrie (CCI), les CMA et les conseillers départementaux aux entreprises en difficulté sont mobilisés pour accompagner les professionnels. Un numéro national non surtaxé, le 0 806 807 807, a été mis en place pour répondre à leurs questions.

À Paris, des témoignages recueillis, mais peu de mesures concrètes

La Ville de Paris s'est également saisie du dossier. **Alice Kneusé**, déléguée générale de l'association Paris Librairies, a participé à une réunion organisée à l'Hôtel de Ville à l'initiative

du maire, **Emmanuel Grégoire**, qui avait annoncé la convocation des « *acteurs concernés* » par les dégradations.

La rencontre, qui réunissait des commerçants et des représentants de la société civile, a permis un « *recueillement de témoignages de commerçants, citoyens, lycéens et étudiants* », rapporte Alice Kneusé. Le maire a annoncé la mise en place de cellules d'écoute ainsi que la présence des maires d'arrondissement sur le terrain, sans présenter de mesures concrètes supplémentaires.

Un rendez-vous avec le Premier ministre, **Sébastien Lecornu**, est prévu afin de lui faire remonter les témoignages et les difficultés exprimées. La déléguée générale de Paris Librairies indique également avoir échangé avec **Camille Vizioz Brami**, du cabinet du ministère de la Culture, qui continue d'affirmer sa « *mobilisation sur le terrain auprès des librairies* ».

Si la majorité des établissements ayant répondu au recensement parisien n'a signalé aucun incident particulier, les violences ont occasionné des pertes économiques, des frais de réparation et des répercussions psychologiques parfois importantes. Reste à savoir dans quelle mesure les dispositifs annoncés permettront aux librairies affectées de surmonter ces difficultés.